



HAL
open science

Penser l'Inde émergente : de l'altérité orientaliste au post-postcolonialisme

Jean-Luc Racine

► **To cite this version:**

Jean-Luc Racine. Penser l'Inde émergente : de l'altérité orientaliste au post-postcolonialisme. 2014. halshs-01064362

HAL Id: halshs-01064362

<https://shs.hal.science/halshs-01064362>

Preprint submitted on 16 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Penser l'Inde émergente : de l'altérité orientaliste au post-postcolonialisme

Jean-Luc Racine

N°81 | septembre 2014

Après le cliché d'une altérité fondamentale contrastant avec le temps où les intellectuels européens s'intéressaient à l'apport de l'Inde ancienne à la pensée universelle, et après la triste figure du sous-développement, l'Inde émergente rebat les cartes en changeant d'image. Mais ce nouveau concept appelle lui aussi commentaire. De l'exotisme orientaliste aux questionnements postcoloniaux et à l'apport des sciences sociales contemporaines, on esquissera ici ce que sont les enjeux de l'Inde d'aujourd'hui, pour elle-même, mais aussi pour le reste du monde. Pas seulement parce que l'Inde abrite un sixième de l'humanité, mais aussi parce que ses dynamiques internes, ses blocages et ses nouveaux horizons globalisés se nourrissent d'expériences qui valent bien au-delà de ses frontières. Il faut les prendre en compte pour comprendre le monde d'aujourd'hui — et celui de demain.

Working Papers Series

Penser l'Inde émergente : de l'altérité orientaliste au post-postcolonialisme

Jean-Luc Racine

Septembre 2014

L'auteur

Directeur de recherche émérite au CNRS, rattaché au centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud de l'EHESS depuis 1992, Jean-Luc Racine travaille sur les transformations internes et sur la politique étrangère de l'Inde émergente, ainsi que sur la géopolitique de l'Asie du Sud, particulièrement les relations Inde Pakistan, dans leurs dimensions idéologiques et stratégiques. Il a dirigé le programme franco-indien et le programme international d'études avancées de la FMSH, avant d'en être un des deux directeurs scientifiques. Il est aujourd'hui vice-président du think tank Asia Centre, et reste conseiller scientifique à la FMSH.

Le texte

Ce texte développe l'intervention présentée en mai 2013 lors du colloque « Penser global » du cinquantième anniversaire de la FMSH. Une version abrégée paraîtra dans les actes du colloque, aux Editions de la Maison des sciences de l'homme, en 2015.

Citer ce document

Jean-Luc Racine, *Penser l'Inde émergente : de l'altérité orientaliste au post-postcolonialisme*, FMSH-WP-2014-81, septembre 2014.

© Fondation Maison des sciences de l'homme - 2014

Informations et soumission des textes :

wpfmsh@msh-paris.fr

Fondation Maison des sciences de l'homme
190-196 avenue de France
75013 Paris - France

<http://www.fmsh.fr>

<http://halshs.archives-ouvertes.fr/FMSH-WP>

<http://wpfmsh.hypotheses.org>

Les Working Papers et les Position Papers de la Fondation Maison des sciences de l'homme ont pour objectif la diffusion ouverte des travaux en train de se faire dans le cadre des diverses activités scientifiques de la Fondation : Le Collège d'études mondiales, Bourses Fernand Braudel-IFER, Programmes scientifiques, hébergement à la Maison Suger, Séminaires et Centres associés, Directeurs d'études associés...

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions institutionnelles de la Fondation MSH.

The Working Papers and Position Papers of the FMSH are produced in the course of the scientific activities of the FMSH: the chairs of the Institute for Global Studies, Fernand Braudel-IFER grants, the Foundation's scientific programmes, or the scholars hosted at the Maison Suger or as associate research directors. Working Papers may also be produced in partnership with affiliated institutions.

The views expressed in this paper are the author's own and do not necessarily reflect institutional positions from the Foundation MSH.

Résumé

Après le cliché d'une altérité fondamentale contrastant avec le temps où les intellectuels européens s'intéressaient à l'apport de l'Inde ancienne à la pensée universelle, et après la triste figure du sous-développement, l'Inde émergente rebat les cartes en changeant d'image. Mais ce nouveau concept appelle lui aussi commentaire. De l'exotisme orientaliste aux questionnements postcoloniaux et à l'apport des sciences sociales contemporaines, on esquissera ici ce que sont les enjeux de l'Inde d'aujourd'hui, pour elle-même, mais aussi pour le reste du monde. Pas seulement parce que l'Inde abrite un sixième de l'humanité, mais aussi parce que ses dynamiques internes, ses blocages et ses nouveaux horizons globalisés se nourrissent d'expériences qui valent bien au-delà de ses frontières. Il faut les prendre en compte pour comprendre le monde d'aujourd'hui — et celui de demain.

Mots-clefs

Inde, émergence, pays émergents, histoire des idées, postcolonialisme, post-postcolonialisme

The Idea of emerging India: From Orientalist Otherness to post-postcolonialism

Abstract

Besides the cliché of India's structural otherness, there was a time when European intellectuals were fascinated by what Ancient India had brought to universal knowledge. Then came the time when India was seen as an emblematic case of poverty and under-development. Today, the concept of emerging India redraws fresh mental maps, at home and abroad. This calls for evaluation. From the Orientalist tradition to post-colonial critique and to current social sciences perspectives, we shall analyse what are the Indian stakes today, for India herself and for the rest of the world. Not just because India accommodates one sixth of the world population but, more importantly, because her internal dynamics, the challenges she has to address and her new globalised horizon unravel experiments whose value goes far beyond her own borders. We need to ponder over them in order to understand the world of today — and the world of tomorrow.

Keywords

India, emerging India, intellectual history, postcolonialism, post-postcolonialism

Sommaire

Le cycle des représentations : les deux passés de l'Inde 4

La construction nationale : société, économie, idéologie 6

Le paradigme nehruvien 7

Le paradigme du développement : le local et le global 7

D'autres modernités : castes, métacastes et démocratie 8

Multiculturalisme contre nationalisme hindou 9

Du postcolonial au post-postcolonial 10

Puissance émergente et ordre mondial 12

Penser global : l'apport indien 14

Après le cliché d'une altérité fondamentale contrastant avec le temps où les intellectuels européens s'intéressaient à l'apport de l'Inde ancienne à la pensée universelle ; après la triste figure du sous-développement, l'Inde émergente rebat les cartes en changeant d'image. Mais ce nouveau concept appelle lui aussi commentaire. De l'exotisme orientaliste aux questionnements postcoloniaux et à l'apport des sciences sociales contemporaines, on esquissera ici ce que sont les enjeux de l'Inde d'aujourd'hui, pour elle-même, mais aussi pour le reste du monde. Pas seulement parce que l'Inde abrite un sixième de l'humanité, mais aussi parce que ses dynamiques internes, ses blocages et ses nouveaux horizons globalisés se nourrissent d'expériences qui valent bien au-delà de ses frontières. Il faut les prendre en compte pour comprendre le monde d'aujourd'hui —et celui de demain.

Le cycle des représentations : les deux passés de l'Inde

Aux yeux du monde, comme à ses propres yeux, l'Inde change d'image, et ce n'est pas la première fois. Le mythe d'une altérité fondamentale est tenace, mais aujourd'hui, quand l'Union européenne ou les Etats-Unis se tournent vers l'Inde, ils mettent en avant, dans leurs déclarations conjointes, les « valeurs communes », celles des sociétés multiculturelles démocratiques. L'orientalisme du XIX^e siècle fit pourtant de l'Inde « l'autre » par excellence, plus encore que la Chine dont la rationalité confucéenne fut jugée moins dérangeante que la profusion polythéiste de l'hindouisme et de ses « *much maligned monsters* »¹ et que la logique de l'*homo hierarchicus*² fondant le système des castes. En France, comme ailleurs, l'« invention de l'Inde » balança entre science et ésotérisme.³ Cette histoire intellectuelle est pleine de paradoxes, entre ceux qui virent dans l'Inde ancienne un pôle de sagesse, une manière de matrice spirituelle de l'humanité (Schopenhauer, Schelling), tandis que d'autres n'y virent que superstitions monstrueuses (Goethe)

et abrutissement (Hegel)⁴, avant que ne vienne le temps de « l'oubli de l'Inde »⁵ et celui du sous-développement. Les sciences sociales furent alors mobilisées pour comprendre—au-delà des paresseuses responsabilités attribuées aux castes, aux vaches sacrées et au karma— les mécanismes socio-économiques de cette faible croissance de l'Inde à l'heure de l'essor des « dragons asiatiques ».

Bien entendu, l'Inde émergente n'est pas en rupture avec son passé. Un passé sujet à de multiples interprétations, dont on peut retenir deux visions opposées, qui ont encore une influence sur le présent. La première, largement mise en avant par les idéologues de l'Empire britannique des Indes, le British Raj, diffuse l'image d'une Inde repliée sur elle-même, dans sa singularité. Celle de la « petite république villageoise » comme structure première de la vie en commun, avec ses rapports de castes et de domination, et son économie supposée autarcique. Les royaumes, les empires du passé n'auraient fait qu'agréger ce fait structurel de l'indianité : le village, avec toutes les strates imaginables de contrôle territorial intermédiaire, mais sans jamais atteindre à la centralisation verticale incarnée par le céleste empereur de Chine. Cette Inde repliée sur elle-même, c'est aussi celle que forgent les spéculations sur la pureté qui interdisaient en principe aux hindous orthodoxes de hautes castes de franchir la *kalapani*, « l'eau noire », celle des océans.

Dès lors, la logique coloniale peut déployer ses multiples argumentaires. En premier lieu, le repliement de l'Inde sur elle-même ne pouvait faire que l'affaiblir face à la double aventure des grandes découvertes et du premier capitalisme transcontinental moderne qui fut celui des Compagnies des Indes, faute de marine et d'esprit d'entreprise. En second lieu le projet colonial porté par les Britanniques, après leur victoire sur les Français de Dupleix, entendit diffuser dès les années 1830 la langue anglaise plutôt que le persan ou le sanscrit, jusque là langues de pouvoir, car « une simple étagère de toute bonne bibliothèque européenne vaut toute la littérature de l'Inde et de

1. Partha Mitter : *Much Maligned Monsters. History of European Reactions to Indian Art*, Oxford, Clarendon Press, 1977

2. Louis Dumont : *Homo hierarchicus. Le système des castes et ses implications*, Paris, Gallimard, 1979

3. Roland Lardinois : *L'invention de l'Inde. Entre ésotérisme et sciences*, Paris, CNRS. Editions, 2007

4. Christine Maillard : *L'Inde vue d'Europe. Histoire d'une rencontre (1750-1950)*, Paris, Albin Michel, 2008. Wilhem Halbfass : *Indien und Europa. Perspektiven ihrer geistigen Begegnung*, Basel, Stuttgart, Swabe, 1981 (*India and Europe. An Essay in Understanding*, Albany, State University of New York Press, 1988).

5. Roger-Pol Droit : *L'oubli de l'Inde. Une amnésie philosophique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1989. Nouvelle édition, Paris, Le Seuil, 2004

l'Arabie », disait Macaulay, le promoteur de cette politique. Il s'agissait de créer, pour contrôler ce qui était encore sous la férule de la Compagnie avant de devenir en 1857 l'Empire des Indes, « une classe qui puisse être l'interprète entre nous et les millions que nous gouvernons ; une classe de personnes, Indiens de sang et de couleur, mais Anglais de goût, d'opinions morales et d'intellect »⁶. Au siècle suivant, alors que le mouvement nationaliste approchait de la victoire, tandis qu'à Londres le gouvernement travailliste préparait l'indépendance, Churchill, fidèle à la thèse du « fardeau de l'homme blanc » chère à Kipling, annonçait que le retrait britannique « plongerait l'Inde dans les profondeurs de la tyrannie orientale et du despotisme ».⁷

La deuxième vision de l'Inde met au cœur de son histoire une logique inverse, celle de l'ouverture. Comptoirs romains de l'Inde du Sud ; accueil du premier christianisme dès Saint Thomas ; Inde qui « exporte » le bouddhisme et qui attire les moines pèlerins chinois, de Faxian à Xuanzang pour ne citer que les plus connus ; navires arabes apportant l'islam au lendemain de l'Hégire ; savoir scientifique indien en transit vers l'Europe via ces mêmes arabes ; accueil des zoroastriens fuyant la Perse islamisée (les parsis) ; empires médiévaux (tels celui de Rajendra Chola au XI^e siècle) et ligues marchandes commerçant avec la Chine comme avec les Abbassides ; brahmanes experts en rituels et maîtres bâtisseurs qui donnent à l'Asie du Sud-Est quelques uns de ses plus beaux temples, dont Angkor ; Inde de Marco Polo et du *Livre des merveilles* ; empereurs mogols nés en Asie centrale ou en Afghanistan ; fastes de la culture indo-persane ; émerveillement, de nouveau, des voyageurs européens tel François Bernier, médecin de l'empereur Aurangzeb⁸, et bien d'autres. « *The wonder that was India* », pour ces voyageurs du XVII^e et du XVIII^e siècles, ne s'arrêtait pas aux temps préislamiques...⁹

6. Thomas Macaulay (Supreme Council of India) : *Minute on Education*, 2 février 1835. Les trois premières universités (Calcutta, Bombay, Madras) furent créées en 1857

7. Samantha Heywood : *Churchill*, London, New York, Routledge, 2003, p. 56

8. François Bernier : *Voyage dans les Etats du Grand Mogol*, Paris, Claude Bernin, 1671 [Fayard, 1981]

9. A.L Basham : *The Wonder that was India, A Survey of the Culture of the Indian Sub-Continent before the Coming of the Muslims*, New York, Grove Press, 1953 (rééd. Londres, Pica-dor, 2004).

Cette Inde là, qui attire ou qui étend son influence au fil des siècles, est un foyer intellectuel de premier plan, une Inde riche et puissante, qui alimente les réseaux méridionaux de la route de la soie ; celle des épices qui contribuent à la fortune du Levant et de Venise ; celles des « indiennes » et des cachemires qui parent les salons parisiens du XVIII^e siècle, celle des « madras » dont les femmes se coiffent aux Antilles, celle de l'indigo qui teint le voile des Touaregs. Au XI^e siècle, les conquérants venus de l'ouest, tel Mahmoud de Ghazni, attirés par les richesses de Delhi, la mirent à sac. Au XIX^e siècle, les diamants de Golconde firent rêver les Romantiques, et les « belles de Bijapour » furent chantées par Victor Hugo.

On dira plus bas comment ces deux passés ne sont pas exclusifs l'un de l'autre, mais se retrouvent tous deux dans l'Inde d'aujourd'hui, celle où de nouvelles dynamiques socio-économiques, de nouveaux réseaux mondialisés, de nouveaux regards sur soi et sur le monde marquent l'entrée dans une nouvelle phase historique, post-postcoloniale. Ce qui mérite attention, toutefois, n'est pas seulement le décollage d'une nouvelle puissance, c'est la conjonction de cette dynamique avec deux paramètres : la persistance du sous-développement d'une part ; la culture de débat voire de protestation contre le paradigme de la mondialisation tel que le capitalisme transnational la définit aujourd'hui. Alors que Forum social mondial de Mumbai, en 2004, inscrivit l'Inde dans le grand mouvement global contestataire né au Brésil en 2001, les récents mouvements de la société civile urbaine contre la corruption ou le viol, ou les marches des sans terres à travers le pays témoignent de dynamiques sociales considérables. C'est dans ce contexte que la politique gouvernementale tend à avancer (difficilement) en matière de droits : droits à la terre, droit à l'éducation, droit à la sécurité alimentaire, droit à l'information...

En ce sens, l'émergence de l'Inde n'est ni course héroïque, ni long fleuve tranquille, et ce sont bien ces à-coups, ces va-et-vient entre plusieurs conceptions de la modernité, ces frictions, protestataires ou insurrectionnelles, qui donne son prix à l'expérience indienne. Il n'est que de constater la dichotomie qu'illustre en 2012 le gouffre entre le classement mondial de l'Inde par PNB (dixième en dollars courants ; troisième juste devant le Japon en parité de pouvoir d'achat) et celui par indice de développement humain (136^e).

Cette dualité n'illustre pas simplement le cas classique des pays « à plusieurs vitesses » : il donne à l'Inde une pertinence globale, pas seulement en matière d'émergence — la Chine fait mieux qu'elle sur ce point — mais aussi par l'ampleur même des défis auxquels il lui faut répondre.

Cela étant, l'émergence de l'Inde — 1,2 milliard d'habitants — est si riche de possibilités, pour l'Inde même et pour le reste du monde, qu'un nouveau discours se fait entendre. De nouveaux acteurs diffusent leurs images de l'Inde, des acteurs qui ne sont plus seulement des férus de spiritualité ou des universitaires, plus seulement des écrivains voyageurs (Michaux, Paz, Moravia) ou des cinéastes donnant leur vision du pays (Louis Malle, *l'Inde fantôme*, 1969) mais des médias connectés, des économistes de banques d'investissement, des analystes de think tanks et des décideurs, diplomates et politiques. L'émergence de l'Inde, de la Chine, du Brésil et le retour de la Russie firent naître, chez Goldman Sachs, le concept des BRICs (Brésil, Russie, Inde, Chine) qui connut un succès planétaire, à tel point que ces quatre pays tiennent depuis 2009 un sommet annuel, élargi à l'Afrique du Sud en 2011.

En Inde même, si les gouvernants mesurent généralement leur propos, les essayistes, dont certains sont traduits en français, célèbrent l'Inde « libérée », *India Unbound*, et expliquent pourquoi « le XXI^e siècle sera indien ». ¹⁰ Les grands magazines organisent des sommets annuels où se mêlent journalistes, intellectuels médiatiques et leaders politiques, et publient ensuite des ouvrages collectifs aux titres évocateurs : *India Empowered* (The Indian Express ; 2006) ou « *India, The Next Global Superpower* ? » (The Hindustan Times, 2007). Ces années-là, il est vrai, les taux de croissance sont de 9,5%... En 2012, alors que la croissance est tombée à 4,1% et que la presse américaine étrille le Premier ministre indien jugé immobiliste, ¹¹ Standard & Poor's publie une note qui fait parler d'elle : l'Inde sera-t-elle le premier « ange déchu »

10. Gurcharan Das : *India Unbound. From Independence to the Global Information Age*, New Delhi. Penguin India, [2000], 2002. Version française : *Le réveil de l'Inde. Une révolution économique en marche*, Paris, Buchet Chastel, 2007. Pavan Varma : *Being Indian: The Truth About Why the 21st Century Will Be India's*. New Delhi, Viking Penguin, 2004. Version française : *Le défi indien. Pourquoi le XXI^e siècle sera le siècle de l'Inde*. Arles, Actes Sud, 2007.

11. *Time* publie en couverture la photo du Premier ministre Manmohan Singh barrée du titre « The Underachiever », 16 juillet 2012.

des BRICs ? ¹² Après l'excès d'honneur, l'excès d'indignité ? Nous n'avons là, en guise d'éclairage économique-financier, qu'un exemple du « présentisme » de courte vue dénoncé par l'historien François Hartog. Changeons donc, pour y voir plus clair, de régime d'historicité, en en revenant aux fondamentaux sur lesquels l'Inde d'aujourd'hui s'est construite, et vis-à-vis desquels elle se positionne aujourd'hui, en usant, sans le dire toujours, de son droit d'inventaire.

La construction nationale : société, économie, idéologie

L'Inde ne manque pas de pères fondateurs, et derrière les deux figures emblématiques de Gandhi et de Nehru se pressent de multiples personnalités qui ont également contribué à faire l'Inde ce qu'elle est. Rabindranath Tagore, le « cosmopolite enraciné » est l'un d'entre eux, Bhimrao Ambedkar, porte-parole des dalits converti in fine au bouddhisme, mais aussi juriste à la tête de la rédaction de la Constitution de 1950, en est un autre. ¹³ La liste pourrait être plus longue, mais on peut la simplifier autour de deux lignes essentielles, qui structurent des conceptions antagonistes de la nation, mais qui pourtant trouvent des accommodements sur les choix économiques et stratégiques. ¹⁴

12. Joydeep Mukherji & Takahira Ogawa : *Will India be the First BRIC Fallen Angel ?* Global Credit Portal. Ratings Direct, Standard & Poor's, 8 juin 2012.

13. Le terme « dalit » (du marathi 'écrasé') s'est substitué au terme « intouchable » ou au néologisme gandhien « harijan » (enfant de Dieu) pour désigner les castes les plus basses, dites « castes répertoriées » en jargon administratif. Victimes de l'oppression matérielle et idéologique des hautes castes au fil de l'histoire, elles représentent environ 16% de la population indienne, les « tribus répertoriées » en comptant 9%.

14. Ramachandra Guha (Ed.) : *Makers of Modern India*. New Delhi. Penguin Viking, 2010. Cette anthologie retient dix-huit noms, à commencer par Rammohan Roy (1772-1833) qui le premier entendit repenser l'Inde et la réformer face au défi de l'Occident. La définition de Tagore citée plus haut est de Guha.

Martha Nussbaum : *The Clash Within. Democracy, Religious Violence and India's Future*. Cambridge MA, Harvard University Press, 2010. Nussbaum met en avant Tagore, Gandhi et Nehru face à la droite nationaliste hindoue.

Ananya Vajpeyi. *Righteous Republic. The Political Foundations of Modern India*, Cambridge MA, Harvard University Press, 2012. Vajpeyi privilégie Gandhi, Nehru, Ambedkar, Tagore (Rabindranath), mais aussi son neveu le peintre Abanindranath Tagore (1871-1951) fondateur de l'Indian Society of Oriental Art, ouvrant la voie à l'art moderne indien.

Le paradigme nehruvien

Le paradigme qui l'emporte, ou « l'idée de l'Inde » qui l'emporte¹⁵, c'est celle de Jawaharlal Nehru, qui gouverne l'Inde de 1947 à sa mort en 1964. Dans la durée, il donne le cap à l'Inde indépendante, dont la construction se fonde sur cinq piliers majeurs. Un pilier politique d'abord. La démocratie parlementaire est de règle dans une fédération au pouvoir central affirmé mais régulé par une Constitution cherchant le bon équilibre entre le *Government of India*, siégeant à New Delhi, et les Etats —28 en 2013— ayant eux aussi une assemblée législative d'où est issu le ou la chef de gouvernement. C'est une vraie fédération, à l'inverse de l'Union européenne, et ce ne sont pas les Etats-Unis de l'Inde : contrairement à l'histoire politique américaine, dans l'Inde nouvelle, le Centre est premier, pas les Etats.

Un pilier économique en second lieu : contre le modèle gandhien, Nehru joue la carte de l'industrialisation en donnant la priorité aux infrastructures énergétiques et à l'industrie lourde. Dans ce régime d'économie mixte protectionniste sous forte régulation étatique, la Commission du Plan dessine la nouvelle géographie économique de l'Inde, et prépare l'avenir. Le monde rural n'est pas négligé pour autant : une infrastructure administrative maille le territoire des Etats, et met en place des politiques de développement rural au niveau des districts. Mais quarante ans plus tard l'extinction du paupérisme n'est pas au rendez-vous, même si la pauvreté recule —trop lentement.

Troisième pilier : gérer la pluralité interne. Pluralité religieuse : le sécularisme y pourvoit. Rajeev Bhargava nous explique comment dans cet ouvrage. L'Inde, hindoue à 82%, ne reconnaît à l'hindouisme aucune suprématie institutionnelle, mais garantit des droits civils spécifiques aux minorités religieuses, musulmans en tête. Pluralité linguistique : des années 50 au années 70 la carte politico-administrative de l'Union est redessinée pour mettre en adéquation, pour l'essentiel, identités linguistiques et Etats de l'Union, donnant ainsi naissance aux Etats linguistiques correspondant à l'extension d'une langue clairement dominante. Il n'en reste pas moins des insurrections ou des aliénations périphériques, au Cachemire en particulier.

15. Sunil Khilnani : *The Idea of India*. London, Hamish Hamilton, 1997. Version française : *L'idée de l'Inde*, Paris, Fayard, 2005.

Quatrième pilier : la question sociale. Entre castes et classes, la Constitution ne définit pas seulement les règles du jeu politique. Elle cherche aussi à préciser les cadres d'une évolution sociale permettant de combattre l'intouchabilité. Ambedkar s'était opposé à Gandhi, pour qui l'intouchabilité était une aberration du système. Ambedkar, lui, allait plus loin : son objectif était, comme pour d'autres réformateurs radicaux, « l'annihilation de la caste ». La pratique de l'intouchabilité devenant un délit, il fallait aller plus loin, en affaiblissant le système de reproduction sociale de l'intérieur : ce fut la politique des quotas qui fut choisie, sous le terme de « réservation ».

Cinquième pilier : la diplomatie du non-alignement, mise en œuvre par Nehru dès la guerre de Corée, avant que cette posture ne s'internationalise dans le Mouvement des non-alignés, où l'Inde joue d'emblée un rôle considérable. Incompréhensible aux yeux de Washington, la politique de non-alignement explique pourquoi une démocratie parlementaire aux élites anglophones n'a pas joué la carte de l'alliance américaine dans les temps postcoloniaux.

Je m'arrêterai ici à deux questions, pour illustrer comment le cas indien, dans la gestion même de ses défis internes, nourrit la dialectique entre le local et le global, son expérience ayant, sinon valeur d'exemple, du moins valeur d'enseignement.

Le paradigme du développement : le local et le global

J'ai souligné plus haut les deux visions simplifiées du passé de l'Inde : l'Inde fermée, l'Inde ouverte. On voit trop peu comment ces deux passés s'inscrivent encore dans l'Inde indépendante, post-coloniale ou aujourd'hui émergente. Gandhi ne veut pas seulement une Inde libre, et ouverte sur le monde, pourvu qu'on la respecte.¹⁶ Il l'imagine redonnant voix aux villages, une fois faite la critique de l'industrialisation et de l'urbanisation, motrices aliénantes du capitalisme occidental : « l'indépendance doit commencer à la base »¹⁷. De l'utopie gandhienne reste l'image de « l'Inde des

16. « Je veux que les cultures du monde soufflent sur ma demeure aussi librement que possible, mais je veux n'être déraciné par aucune d'entre elles », Gandhi, *Young India*, 1^{er} juin 1921, p. 170.

17. Sur le village autogéré et autosuffisant, intégré dans des cercles d'autres villages, sans structure pyramidale centralisatrice : voir *The Harijan*, 28 Juillet 1946. *Collected Works of Mahatma Gandhi*, vol. 85, pp. 32-34. Cité par Guha, op. cit. 2010, pp 304-306.

600 000 villages » qui serait l'Inde authentique, derrière le « parti-pris urbain » des décideurs et des planificateurs, d'où la dichotomie toujours mise en avant : India versus Bharat, l'Inde en mouvement, urbaine, contre l'Inde rurale, laissée pour compte du développement. Mais restent aussi d'autres échos, d'autres filiations, d'autres correspondances : l'impact du « small is beautiful », parfaitement en phase avec les préceptes gandhiens ; l'impact de la pensée écologique (philosophie des relations homme nature ; protection des arbres du mouvement Chipko dans les années 70 ; lutte contre les multinationales des biotechnologies, Monsanto au premier chef (mouvement Navdanya de Vandana Shiva...) ; pistes offertes par l'innovation frugale en matière d'énergie hors réseaux (biogaz ; batteries solaires) ou dans bien d'autres domaines, comme ceux de la santé.¹⁸

À l'heure de la quête incoercible des ressources minières ou énergétiques et de la montée en puissance du capitalisme indien ou international, l'affirmation du local, du rural, du tribal contre « les prédateurs » et l'appareil d'Etat prend corps dans des mouvements qui sont soit pacifistes soit insurrectionnels. Non violent, le Mouvement pour la Narmada, qui s'opposa des années durant, et jusqu'à la Banque mondiale, à l'expulsion de milliers de villageois résultant de la construction de grands barrages tout au long du fleuve. Insurrectionnel, le soulèvement maoïste des Naxalites, qui prend en écharpe la ceinture tribale de l'Inde centrale et que le pouvoir ne sait réduire. Entre les deux, les mouvements, politisés ou non, contre les projets industriels du Bengale qui expulsent les paysans pour construire des usines ; les protestations contre le sidérurgiste sud-coréen Posco, qui n'arrive pas à concrétiser en Orissa ce qui serait le plus gros investissement étranger en Inde ; l'opposition mobilisatrice contre la centrale nucléaire de Kudankulam, un projet russe finalement construit à l'extrême sud de l'Inde.

D'autres modernités : castes, métacastes et démocratie

Pour lutter contre l'intouchabilité, l'Inde a mis en place une politique de discrimination positive, dite « politique de réservations » qui est de loin la plus importante au monde.

18. Ravi Nadjou, Jaideep Prabhu & Simone Ahuja : *Jugaad Innovation. A Frugal and Flexible Approach to Innovation for the 21st Century*. [San Francisco, Jossey-Bass, 2012] Noida (India), Random House, 2012. Version française : *Jugaad Innovation. Redevenons ingénieurs*, Paris, Editions Diateno, 2013.

À l'heure où *The Economist* fait le procès de la discrimination positive et appelle à sa disparition,¹⁹ le cas indien illustre à la fois la nécessité et les périls de la politique des quotas. Nécessité, pour compenser tant bien que mal l'héritage de millénaires d'oppression à la fois idéologique et matérielle à l'encontre des plus basses castes, avec un certain nombre de résultats incontestables, en particulier en terme de participation au jeu politique. Périls, car inévitablement les castes dites basses (appelées officiellement « backward classes »), mais au-dessus des dalits, ont obtenu de nombre d'Etats de l'Union des sièges réservés à leur tour, dans la fonction publique et dans les universités. Dans certains Etats, 60% des emplois publics sont ainsi réservés, la question sensible de la définition du « mérite » étant alors posée avec acuité. Cette compétition pour l'emploi avait suscité de fortes manifestations en 1990 quand le gouvernement central indien avait décidé d'étendre aux emplois publics de l'Union (et non pas des seuls Etats) le principe de réservation, conformément aux recommandations du rapport Mandal. L'hypothèse de quotas dans les entreprises privées, agitée de temps à autre, suscitera de même de vives protestations si elle était à son tour mise en avant. Plus récemment, le débat pour ou contre la reprise du recensement des castes pratiqué par les Britanniques a de nouveau illustré à quel point la question demeure brûlante.²⁰ Sont en jeu, en effet, aussi bien l'accès à l'éducation que l'accès aux emplois : mais quelle éducation, quand les emplois les plus rémunérateurs liés à l'internationalisation de l'économie de l'Inde émergente demandent des formations pointues, et une maîtrise accomplie de la langue anglaise ?

Le grand malaxage social qui saisit l'Inde depuis un demi-siècle doit beaucoup à cette dynamique des dominés qu'ont favorisé d'abord, de façon largement rhétorique, les discours égalitaires d'une démocratie parlementaire aux permanentes campagnes électorales. Mais la rhétorique finit par être prise au sérieux, et nombre de mouvements de caste se sont structurés ensuite en partis politiques pour faire entendre leur voix. Encore faut-il

19. « Affirmative action. Time to scrap it », *The Economist*, 27 avril 2013, p.10 et dossier du numéro titré « Generation jobless. The global rise of youth unemployment ».

20. Jean-Luc Racine : « The Next Step : a Note on the Debate on Caste Census in India » in Hervé Le Bras, Jean-Luc Racine & Michel Wieviorka, *National Debates on Race Statistics: Towards an International Comparison*, Working Paper FMSH-WP-2012-01, février 2012.

distinguer les partis représentant pour l'essentiel une caste, qui se créent une niche dans un Etat où cette caste est nombreuse, des formations politiques ambitieuses qui cherchent à mobiliser non pas une caste, mais plusieurs, de statut proche ou du moins compatible: apparaissent alors ce que j'appellerai des « métacastes » qui n'informent pas nécessairement tous les champs de la vie sociale, mais qui servent de base sociologique à des mouvements politiques jouant, en gros, la carte des défavorisés ou des aspirants face aux « sachants » de bonne caste —les héritiers au sens bourdieusien du terme— dominant traditionnellement la fonction publique, l'économie, l'université, les professions libérales, les médias (quitte à chercher ensuite à rallier les hautes castes à leur parti si l'arithmétique électorale le demande, et si l'espoir de victoire attise les ambitions).

Aux sociologues de nous dire si ces métacastes ne sont pas, à l'indienne, des classes sociales en formation... C'est bien cette ambiguïté qui semble avoir pénalisé les communistes indiens, tenant à la doxa marxiste des classes sans vouloir théoriser la caste.²¹ Entre effets de la politique de réservation et structuration de ce qu'on appelle, pour faire bref, les « partis de caste » capables de perturber dans certains Etats le jeu traditionnel des partis dominants, une autre modernité démocratique s'est ainsi développée, paradoxale à qui ne voit dans la caste que la marque de l'inégalité structurée : ce que Christophe Jaffrelot a appelé « la démocratie par la caste », qui explique « la montée des plébéiens ».²²

Multiculturalisme contre nationalisme hindou

Contre le Parti du Congrès héritier du paradigme nerhuvien, se renforce au début des années 90 un courant toujours présent dans le paysage idéologique indien, mais très secondaire jusque là : le nationalisme hindou. L'idée centrale des tenants de ce « nationalisme culturel » est celle d'une adéquation entre la nation indienne et l'hindouité

(*hindutva*), adéquation qui s'impose aux minorités religieuses, a fortiori celles dont la foi est « importée » (islam, christianisme). Il ne s'agit pas de (re-)convertir ces minorités, mais de leur faire accepter cet héritage culturel fondant l'indianité. Alors que le Parti du Congrès et l'Inde nehruvienne mettent en avant la nature intrinsèquement multiculturelle de l'Inde et le slogan « l'unité dans la diversité », le Sangh Parivar — la « famille » nationaliste hindoue regroupant de multiples formations— argue d'une philosophie essentialiste, la nation indienne étant un donné millénaire, un héritage des temps védiques et non une construction historique récente. Elle résulte de la conjonction d'un territoire (la « terre-mère », la « Grande Inde » d'avant la partition de 1947) et de l'âme du peuple indien, indissociable de l'hindouité.²³ Ancrée dans la terre-mère, cette philosophie n'en rejoint pas moins le primordialisme des théoriciens du nationalisme allemand tel Helder. Plus crûment, le mode de fonctionnement de l'Association des volontaires de la nation (Rashtriya Swayamsevak Sangh, RSS, le noyau dur idéologique et militant du Sangh Parivar, fondé en 1925) doit clairement à l'influence du fascisme européen : goût de l'uniforme, de l'autorité, recours à la violence verbale ou physique de ses milices affiliées.

Ce nationalisme hindou, qui monte dans les années 90 et qui parvient au pouvoir par les urnes en 1998, est-il une réponse crispée à la mondialisation ? Pas vraiment, même s'il cultive l'affirmation identitaire. Le bras politique du Sangh Parivar, le Bharatiya Janata Party (BJP, Parti du peuple de Bharat, le nom sanscrit de l'Inde) va en effet poursuivre la libéralisation engagée par son prédécesseur le Parti du Congrès, créant même un ministère du « désinvestissement » chargé d'ouvrir le capital des entreprises publiques aux acteurs privés. Il va mettre en œuvre une politique de normalisation avec les Etats-Unis, en dépit du choc causé par sa politique nucléaire. Le différend entre le Congrès et le BJP ou, pour le dire schématiquement, entre les sécularistes et les

21. Max-Jean Zins : « Le puzzle identitaire communiste. Le cas du Parti communiste indien et du Parti communiste indien marxiste », in J.L. Racine (dir.) : *La question identitaire en Asie du Sud. Histoire, culture et politique*. Purushartha n° 22, Paris, Editions de l'EHESS, 2001, pp. 303-335.

22. Christophe Jaffrelot : *La démocratie par la caste. Histoire d'une mutation socio-politique, 1885-2005*, Paris, Fayard, 2005. Christophe Jaffrelot & Sanjay Kumar : *Rise of the Plebeians ? The Changing Face of Indian Legislative Assemblies*, New Delhi, Routledge, 2009.

23. Jean-Luc Racine : « La nation au risque du piège identitaire : communalisme, post-modernisme et néo-sécularisme », in Racine : *La question identitaire en Asie du Sud*, Paris, Purushartha n° 22, Paris, Editions de l'EHESS, pp. 373-405. Ouvrage de référence sur le nationalisme hindou reste Christophe Jaffrelot : *Les nationalistes hindous. Idéologie, implantation et mobilisation des années 1920 aux années 1990*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1993.

communalistes²⁴, a pour cœur la conception de la nation, pas sa place dans le système mondial.

Les deux grandes forces politiques des années 90 et des années 2000, devant chacune composer avec des coalitions mouvantes pour gouverner, vont toutes deux, quoique sur des prémices idéologiques divergentes, contribuer ainsi à l'émergence de l'Inde dans un monde redéfini par la fin bien réelle de la Guerre froide et par l'illusoire « fin de l'histoire » marquée par le triomphe affiché des démocraties et du libéralisme économique. Côté Fukuyama, l'Inde démocratique se trouvait du bon côté de l'histoire.²⁵ Côté Huntington, le choc des civilisations n'était pas pour déplaire aux idéologues de l'hindouité dénonciateurs de l'islam militant, tandis qu'il offrait aux héritiers de Nehru, en contrepoint, l'opportunité de réaffirmer la philosophie humaniste dénonçant les thèses culturalistes différentialistes.²⁶ Finalement, l'Inde entrait bien dans l'histoire du nouveau siècle. Elle tournait la page de son passé postcolonial pour préparer avec confiance son avenir dans le nouvel ordre mondial en genèse.

Du postcolonial au post-postcolonial

Le tournant des années 90 fut en effet décisif dans la genèse de l'Inde émergente, car il fut marqué par de nouveaux choix, tant économiques que stratégiques. A l'heure même où s'effondrait l'URSS, la crise des déficits de l'Inde, nécessitant en 1991 un emprunt au FMI, poussa le parti du Congrès, revenu au pouvoir à la faveur d'élections anticipées, à sauter le pas en engageant plus résolument que dans les années 80 un processus de libéralisation de l'économie. Libéralisation prudente, mesurée, mais historique, dans la mesure où une page se tournait. De façon significative, ces réformes furent menées au sein du système

24. En Inde et dans les pays voisins d'Asie du Sud on appelle communalisme le sentiment d'appartenance à une religion nourri du sens aigu, voire conflictuel, de la différence avec d'autres religions. Ces visions conflictuelles des identités religieuses nourrissent aussi bien préjugés et visions clivées de la société que des dérives violentes entre communautés religieuses. Les conflits entre hindous et musulmans en sont l'exemple paradigmatique.

25. Francis Fukuyama : *The End of History and the Last Man*, New York, Free Press, 1992. Version française : *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

26. Samuel Huntington : *The Clash of Civilization and the Remaking of the World Order*, New York, Simon and Schuster, 1996. Version française : *Le choc des civilisations*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1997.

politico-administratif, et non en rupture avec lui : le Premier ministre P.V. Narasimha Rao était au faite d'une carrière où il avait eu la charge de grands ministères régaliens, et son ministre des finances, Manmohan Singh, avait été gouverneur de la banque centrale, la Reserve Bank of India. Les résultats se firent quelque peu attendre : le taux de croissance annuel moyen pour 1997-2002, à 5,7%, fut plus bas que celui pour 1992-1997 (6,6%), mais les années 2005-2007 connurent toutes un taux égal ou supérieur à 9,5%, avant que les contrecoups de la crise financière de 2008 ne fasse perdre jusqu'à quatre points à la croissance indienne.²⁷

L'autre rupture, en mai 1998, suivit l'arrivée au pouvoir du Bharatiya Janata Party, fer de lance politique du mouvement nationaliste hindou. Les essais nucléaires alors conduits, et revendiqués comme militaires —contrairement à l'unique essai antérieur de 1974—, firent sortir l'Inde de « l'état de seuil » où elle s'était cantonnée pendant près d'un quart de siècle. Autant la réforme économique de 1991 allait dans le sens du libéralisme devenu la norme dominante de l'économie mondiale, autant les essais nucléaires allaient à contre-courant de la communauté internationale relançant le traité de non-prolifération en 1995 et promouvant l'interdiction totale des essais nucléaires en 1996. La condamnation fut unanime, et les États-Unis comme le Japon imposèrent des sanctions, qui n'empêchèrent pas Washington d'ouvrir avec New Delhi un dialogue qui connut une étape majeure avec la visite d'État très réussie de Bill Clinton en Inde dès 2000, chacun célébrant alors les valeurs démocratiques partagées.

Bien entendu, dans la société de débats qu'est l'Inde —*The Argumentative Indian*, nous dit Amartya Sen²⁸— chacun des choix structurels opérés en 1991 et en 1998 fut l'objet de critiques. Celles sur le nucléaire restent le fait d'une minorité d'activistes ou des tenants du « Global Zero » militant, y compris à Washington, pour un désarmement total. La polémiste Arundhati Roy y a vu « la fin de l'imagination », la fin de la liberté, l'ultime victoire de l'homme blanc.²⁹ Aujourd'hui, la lutte contre le nucléaire porte plus sur le nucléaire

27. *Economic Survey of India 2012-2013*, New Delhi 2013, table 1.2, p. A.4.

28. Amartya Sen. *The Argumentative Indian. Writings on Indian History, Culture and Identity*, Londres, Allen Lane, 2005

29. Arundhati Roy : « The End of Imagination », *Outlook*, 3 août 1998.

civil, qui reste toutefois un choix énergétique confirmé par le gouvernement, même après Fukushima. En revanche, le débat sur la libéralisation est plus complexe. Le BJP, qui demandait une ouverture « graduée » à la mondialisation quand il était dans l'opposition en 1991, poursuivit en fait la politique de réformes une fois au pouvoir, et fit même du slogan « l'Inde qui brille » sa devise aux élections générales de 2004 —qu'il perdit. En revanche, la gauche communiste s'enferma dans une certaine schizophrénie. Opposé à la libéralisation, le Parti communiste indien marxiste (PCI-M) n'en soutint pas moins le gouvernement de Manmohan Singh, devenu Premier ministre en 2004, au nom d'un « programme commun » en quête de « croissance inclusive ». Soutien sans participation, qui s'arrêta quand Delhi se rapprocha de Washington pour négocier avec George W. Bush un accord sur le nucléaire civil, abouti en 2008. Mais dans le même temps, au pouvoir dans l'Etat du Bengale Occidental, le parti cherchait à attirer les grands investisseurs industriels, indiens ou étrangers, pour relancer l'emploi...

La nouvelle dynamique de l'économie indienne, en deçà des performances chinoises, mais supérieure à celle des autres BRICS (Russie, Brésil et Afrique du Sud) a contribué à dynamiser une part du tissu social : celle des fameuses « classes moyennes », dont la définition reste objet de débat, comme l'est en contrepoint l'évaluation de la pauvreté, revue à hausse à 36% de la population par le rapport Tendulkar, remis au gouvernement en 2009. Dans l'image de l'Inde nouvelle les classes moyennes jouent un rôle essentiel, car visible sur des niches emblématiques : le succès des technologies de l'information ; les pages publicitaires impressionnantes des grands quotidiens vantant chaque jour les nouveaux ensembles immobiliers de standing construits en périphérie des grandes métropoles ; les talk shows des chaînes télévisées privées... Les sciences sociales peuvent à juste titre débattre de l'étendue exacte des classes moyennes, dans toute leur diversité, des petits employés aux familles aisées découvrant le consumérisme et aux nouveaux riches. Au-delà des critiques des intellectuels marxistes, tous ne sont pas dupes sur les limites de la grande transformation libérale dans laquelle l'Inde est engagée : de l'économiste Amit Bhaduri au sociologue Dipankar Gupta, on ne manque pas d'analyses qui soulignent tout ce qui reste à accomplir pour sortir le pays de la pauvreté

de masse, et pour faire que le phœnix indien vole pour de bon.³⁰

Mais il n'empêche, la grande transformation est aussi celle des esprits. Recevant de son alma mater une nouvelle distinction honorifique, Manmohan Singh fit en 2005 à Oxford un discours très remarquable pour un Premier ministre en exercice, en reconnaissant ce que l'Inde pouvait devoir à l'Empire britannique. Il témoigna ainsi de ce que l'histoire coloniale est en grande partie « digérée » à l'heure où la confiance en l'avenir devient la marque de fabrique de l'Inde en ce début de XXI^e siècle.³¹ Théorisons donc : alors que l'Inde postcoloniale s'est construite sur le paradigme nehruvien, derrière des barrières protectionnistes et en jouant la carte du non-alignement, le pays est entré dans les années 90 dans une ère que j'appelle post-postcoloniale, avec sa nouvelle politique économique considérant que la mondialisation est plus une opportunité qu'une menace, mais qu'il y faut des garde-fous, et avec sa nouvelle ligne d'affirmation stratégique, à la fois nucléaire et conventionnelle (l'Inde est devenue aujourd'hui le principal importateur d'armes au monde, dépassant la Chine depuis 2011).

D'une certaine façon, l'an 2000 peut symboliser le passage à ce nouveau statut : c'est l'année où l'Inde a passé le cap du milliard d'habitants, qui l'a fait entrer symboliquement dans une catégorie où n'existe que la Chine : une Chine vieillissante pour cause d'enfant unique, alors que l'Inde, qui sera le pays le plus peuplé au monde vers 2030, disposera alors du plus vaste réservoir de population en âge de travailler. Encore faudra-t-il que les emplois soient au rendez-vous... Aujourd'hui, au-delà des entreprises de technologies de l'information cotées au NASDAQ, les industriels indiens s'internationalisent. Très emblématiquement, Tata Tea rachète Teatley, et Tata Motors rachète Jaguar et Land Rover. Les investissements indiens en Grande Bretagne sont devenus plus importants que les investissements britanniques en Inde. En 2006, l'Inde a mené une campagne remarquée à Davos, sur le thème « India everywhere », et en 2012 Laskshmi Mittal était le plus riche des résidents du Royaume-Uni...

30. Amit Bhaduri : *The Face You Were Afraid to See. Essays on the Indian Economy*, New Delhi, Penguin, 2009 ; Dipankar Gupta : *The Caged Phoenix. Can India Fly ?*, New Delhi, Penguin Viking, New Delhi, 2009

31. Manmohan Singh : *Address by Prime Minister in Acceptance of Honorary Degree from Oxford University*, 8 juillet 2005.

Avant de marquer des points dans le monde des affaires, l'internationalisation de l'Inde a commencé sur le plan des idées. Le succès des théories postcoloniales dans les campus américains doit beaucoup à ses intellectuels, qui ont investi les universités de la Ivy League et de Chicago, sans toujours couper les ponts avec l'Inde. Contre leurs collègues britanniques de l'École de Cambridge et contre leurs anciens célébrant la lutte pour l'indépendance et les années Nehru, les historiens indiens nourris des thèses subalternistes ont appelé à réécrire l'histoire « vue d'en bas » : ils ont marqué aussi bien les théories américaines du post-modernisme que les intellectuels du Sud repensant la « postcolonie », comme l'africain Achille Mbembé, influencé par les « subaltern studies ». ³² Quant à Arjun Appadurai (Chicago, puis NYU) c'est à la lecture des effets culturels de la globalisation qu'il se consacre, dès les années 90, pour déchiffrer ce qu'est la nouvelle modernité « élargie », un travail poursuivi aujourd'hui sur notre « condition globalisée ». ³³

Ironiquement, cet apport des intellectuels indiens aux études postcoloniales est bien le signe avant-coureur de l'ouverture au monde de l'Inde post-postcoloniale, et ce n'est pas par hasard que, dans ce climat intellectuel, Partha Chatterjee (Columbia), porte son regard sur la politique de masse en navigant de Kant à l'après 11 septembre ³⁴. Et si Dipesh Chakrabarty publie à Princeton, au tournant du siècle, « Provincialiser l'Europe », c'est non pour rejeter la pensée européenne, mais pour s'affranchir de son hégémonie universaliste, alors qu'elle ne peut à elle seule appréhender la modernité politique de ce qui n'est pas elle. ³⁵ Plus consensuel, le prix Nobel Amartya Sen (Harvard)

nourrit de son expérience indienne une réflexion d'économiste et de philosophe mettant au cœur du projet socio-économique le développement humain — les « capacités » — plus que les taux de croissance... Le soft power indien est ici bien loin du cinéma de Bollywood, comme le sont du reste nombre de romanciers et d'essayistes indiens aujourd'hui traduits en français.

Ce que Chakrabarty annonce en l'an 2000 sur le plan de l'histoire des idées est devenu depuis une réalité géopolitique. Question posée : quelle place pour l'Europe, quelle place pour les pays émergents dans le monde de demain qui se construit sous nos yeux ?

Puissance émergente et ordre mondial

Par définition, l'émergence est une transition. La Chine devient une *puissance* globale. L'Inde n'en est pas encore là, mais elle est désormais un *acteur* global. ³⁶ Que signifie ce statut ? Une définition pragmatique en a été donnée par le diplomate Shyam Saran, ancien Foreign Secretary indien. Commentant la différence de statut entre l'Inde et la Chine, il souligne :

« L'Inde ne dispose pas du degré de puissance économique et militaire que la Chine commande aujourd'hui. Mais nous n'avons pas à désirer l'équivalence. L'important est d'assurer qu'aucune architecture régionale, et au-delà aucun arrangement global ne puisse être crédible sans l'active participation de l'Inde ». ³⁷

L'Inde émergente offre donc un champ d'expérience des plus significatifs aux sciences sociales d'aujourd'hui, prises dans leur acception la plus large, toutes les disciplines méritant d'être convoquées dans ce complexe exercice d'analyse. La croissance, en-deçà d'un certain seuil à tenir dans la durée, accroît les inégalités sociales et régionales. La théorie de la percolation de ses effets ne convainc guère à court terme, et si le gouvernement définit comme objectif la « croissance inclusive », c'est bien parce qu'elle ne peut résulter du seul jeu du marché, et que l'État se doit d'intervenir. Les débats sont alors ouverts, comme partout

32. Achille Mbembé : *De la postcolonie. Essai sur l'imaginaire politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000.

33. Arjun Appadurai : *Modernity at Large : Cultural Dimension of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996. Traduction française : *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot, 2001. Arjun Appadurai : *The Future as Cultural Fact. Essays on the Global Condition*, Londres, New York, Verso, 2013.

34. Partha Chatterjee : *The Politics of the Governed. Reflections on Popular Politics of Most of the World*, New York, Columbia University Press, 2004. Traduction française : *Politique des gouvernés. Réflexions sur la politique populaire dans la majeure partie du monde*, Paris, Editions Amsterdam, 2009.

35. Dipesh Chakrabarty : *Provincialising Europe. Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2000 (deuxième édition, 2007). Traduction française : *Provincialiser l'Europe. La pensée post-coloniale et la différence historique*, Paris, Editions Amsterdam, 2009.

36. Jean-Luc Racine : « Post-Postcolonial India : from Regional Power to Global Player », *Politique étrangère*, numéro spécial First World Policy Conference, 2008, pp. 65-78.

37. Shyam Saran : « India's Foreign Policy and the Andaman & Nicobar Islands ». Colloque de Port Blair, 5 septembre 2009.

ailleurs : les subventions sont-elles un gouffre populiste créateur de déficits, ou la soupape de sécurité d'un système sans protection sociale, où 90 % des emplois salariés, urbains ou ruraux, relèvent du secteur informel ? La quête de l'énergie ou celle des ressources, comme celle des marchés étrangers, est d'abord économique. Elle est aussi, inévitablement, géopolitique, et elle ne peut échapper aux défis environnementaux. La percée des grands émergents —ou ré-émergents— crée un monde multipolaire, un monde post-américain dirait Fareed Zakaria, au sens où l'hyperpuissance américaine, celle de l'unilatéralisme triomphant, n'aura duré guère plus d'une décennie.³⁸ Pour réguler ce monde multipolaire en restructuration, quelles instances, pour quel multilatéralisme ? Le G8 a accepté que le G20 monte en puissance pour faire face à la crise: est-il très convainquant dans cette tâche ?

L'Inde veut davantage : la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies, pour intégrer les émergents au rang des membres permanents ; la réforme du Fonds Monétaire International, timidement engagée (la Belgique y pesait plus lourd que l'Inde il y a peu) ; l'inflexion de l'Organisation Mondiale du Commerce que devrait conduire le successeur brésilien de Pascal Lamy, Roberto Carvalho de Azevedo —le candidat des BRICS. En parallèle, ces mêmes BRICS décident en 2014, de jeter les bases de leur propre Banque de développement, future concurrente de la Banque mondiale. Comme les autres émergents, New Delhi a dénoncé l'intervention occidentale en Libye, jugée outrepasser les résolutions onusiennes, et estime que seule la diplomatie —non les sanctions et encore moins la guerre— peut débloquer l'impasse iranienne, et qu'en Syrie, la négociation eût dû prévaloir, même si les tentatives en ce sens (Brésil, Afrique du Sud, Turquie) ont échoué.

La *realpolitik* est certes à l'œuvre en l'affaire, en particulier à Moscou. Mais c'est ailleurs qu'il faut chercher la ligne de faille entre les puissances occidentales et les émergents : il faut ici remonter à l'accord sino-indien de 1954, dit « traité de Pansheel » en Inde, qui définit les cinq principes de la coexistence pacifique devant gouverner les relations entre les États. Parmi ceux-ci, le respect mutuel de l'intégrité territoriale et de

la souveraineté nationale, et la non-interférence mutuelle dans les affaires intérieures. Ces principes inspireront ceux retenus l'année suivante à la conférence afro-asiatique de Bandung, dont sortira le Mouvement des non-alignés. Comment concilier souveraineté nationale et non-interférence avec la « responsabilité de protéger » qui justifie, sous couvert de l'ONU, l'intervention contre un régime massacrant sa population ? L'héritage postcolonial le plus marquant est sans doute ici manifeste: la suprématie de la souveraineté nationale s'impose contre les interventions extérieures, quels qu'en soient les motifs ou les masques. Sur ce plan là, le post-postcolonialisme n'est pas encore de mise...

La logique est autre dans la gestion du changement climatique, car sur ce plan les États-Unis s'entendent volontiers avec les émergents, comme l'a montré le sommet de Copenhague en 2009. L'Inde, comme la Chine, et contre l'Europe, invoque à la fois l'histoire des pays industrialisés de longue date et le droit au développement des autres pays, pour consacrer de nouveau en 2012, au sommet RIO+20, le principe de la « responsabilité commune mais différenciée ». Comme Pékin, New Delhi récuse tout contrôle international sur les engagements qu'elle décide de prendre, en toute souveraineté, pour faire face au péril planétaire.

On voit bien comment la « provincialisation de l'Europe », pour reprendre la formule de Chakravarty, questionne l'universalisme triomphant que semblait annoncer Fukuyama en 1992. L'intérêt du cas indien —mais on pourrait dire de même du Brésil— est qu'il met en jeu une démocratie parlementaire et non un modèle alternatif de type chinois qui tenterait de substituer le « consensus de Pékin » au défunt « consensus de Washington ». La quête d'une nouvelle gouvernance mondiale doit donc répondre à deux questions : quels sont les principes minima que peuvent partager les puissances établies et les puissances tout juste émergées ou émergentes ? Du reste, un semblant de gouvernance mondiale doit-il être fondé sur l'équilibre des puissances, version westphalienne redéfinie pour le XXI^e siècle, ou, comme l'ont théorisé les dirigeants indiens, sur l'équilibre des intérêts ? L'équilibre des intérêts, c'est-à-dire la prise en compte de ce qui importe au partenaire, comme l'illustre la gestion du risque climatique. Contre les blocs, et même contre la formalisation d'une « alliance des démocraties »

38. Fareed Zakaria : *The Post-American World*, New York, W.W. Norton, 2009. Version française : *Le monde post-américain*, Paris, Perrin, 2011.

que Washington aimerait élargir à l'heure du rééquilibrage vers l'Asie défini par l'administration Obama, l'Inde pense plutôt en terme de « mécanismes de coordination » : les sommets des BRICS en sont un ; les rencontres de l'IBSA (India, Brazil, South Africa) ou celles du triangle Inde, Russie, Chine en offrent d'autres exemples, qu'on pourrait multiplier en évoquant les organisations régionales et les partenariats stratégiques dans lesquels l'Inde s'est engagée.

Changeons d'échelle, en gardant la même question : qui définit aujourd'hui les normes ? L'Inde a contribué à bloquer le cycle de Doha, en refusant de négocier la libération des services voulue par l'OMC tant que l'Union européenne et les Etats-Unis verseront des milliards de subventions à leurs agriculteurs, faussant ainsi le marché international au détriment des petits paysans du Sud. Qui pense que les droits de propriété intellectuelle sont sacro-saints, quand une minime modification d'une formule pharmaceutique permet aux multinationales du secteur de proroger une licence d'exploitation venue à expiration ? Contre le géant suisse Novartis, la Cour suprême indienne s'est prononcée en 2013 en faveur d'un générique anticancéreux : coût Novartis d'un traitement mensuel : 1900 US\$; coût des génériques indiens : 175 US\$.³⁹ Ce qui se joue devant les tribunaux indiens n'est pas une affaire locale : l'enjeu peut être décisif en terme de santé publique et d'accès aux soins, bien au-delà des frontières indiennes. On pourrait là encore multiplier les exemples de telles réécritures des normes qui bousculent les traditions établies : la loi indienne de 2010 sur la responsabilité des fournisseurs de technologie en cas d'accident nucléaire en est une autre illustration.

Penser global : l'apport indien

Les prophètes nous annoncent la fin de l'Europe, le déclin de l'Amérique et l'aube du siècle de l'Asie. Derrière les formules, un indéniable basculement est en cours, qui pourrait clore cinq siècles de suprématie européenne ouverts d'abord, sur le plan des idées, par la Renaissance puis par la philosophie des Lumières, avant d'être portés par les Compagnies des Indes, par la révolution industrielle, par le colonialisme et d'être relayé par la puissance technologique, économique et

impérialiste américaine au fil du XX^e siècle. Les dirigeants indiens estiment que ce basculement en cours est profitable à leur pays. Mais au-delà des équilibres géopolitiques en reconstruction, l'Inde nous concerne, pas seulement par ses brillants intellectuels et par leur lecture du monde. Elle nous concerne par ce qu'elle nous dit, dans sa vie économique, politique et sociale, sur ce qu'est la pluralité des modernités et les modalités à réinventer du dialogue global.

Le constat du cosmopolitisme, qu'on l'appelle sous ce nom proposé par Ulrich Beck ou sous un autre, voire qu'on l'appelle simplement mondialisation, pose des questions décisives. Si penser global impose de dépasser le « nationalisme méthodologique », il ne s'en suit évidemment pas que la prégnance des nationalismes soit atténuée. On le voit en Europe, où les Etats membres n'entendent pas construire une Union fédérale pour en faire un acteur géopolitique de premier plan. On le voit en Chine, où le changement d'équipe qui a suivi le 18^e Congrès garde la ligne officielle d'un « socialisme aux caractéristiques chinoises » qui se décline en autant de domaines que l'on souhaite : une gestion d'internet « aux caractéristiques chinoises », une pratique contre-terroriste « aux caractéristiques chinoises », une politique des droits de l'homme « aux caractéristiques chinoises », tout en mettant en avant, dans la bouche du nouveau Président Xi Jinping, « le rêve chinois »....

L'Inde nous le dit à sa façon : pour être efficient, le nationalisme aujourd'hui ne s'enferme plus dans les frontières de sa crispation identitaire, tout au contraire. Il se déploie tous azimuts sous de multiples facettes, y compris celle du « nationalisme à distance » pouvant animer les diasporas. Il assume son identité —qui est bien sûr en construction permanente, voire en débat permanent. Il pense aussi l'universel, car c'est dans ce cadre que l'émergence se manifeste. Mais surtout, l'Inde offre à une échelle exceptionnelle, que seule égale la Chine, un laboratoire social et politique dont il faut mesurer l'enjeu : multiculturalisme et gestion des pluralités ; discrimination positive de masse; dialectique de l'homo hierarchicus et de l'homo aequalis ; émergence économique en régime parlementaire ; souverainisme et coexistence pacifique... Longue est la liste de ce qui corrobore in fine sous nos yeux ce qu'était le double engagement nehruvien, national et global, lors du discours du 14 août 1947 célébrant l'accès de l'Inde

39. « Novartis Loses Glivec Patent Battle in India », *The Wall Street Journal*, 1^{er} avril 2013

à l'indépendance : « faire le serment de se dédier au service de l'Inde et de son peuple, et à la cause plus large de l'humanité ».⁴⁰

À ceux qui trouveraient le propos grandiloquent, reste l'objectif que s'est fixé Ramachandra Guha en compilant son anthologie des pères fondateurs de l'Inde : « rendre le pays moins marginal dans les débats globaux ».⁴¹ Faire en sorte, en d'autres termes, que chacun mesure, derrière le voile de l'altérité réelle ou supposée, ce qui relève de l'universel et de la double dialectique entre local et global, entre national et global. Avec en sus, entre États, comme entre acteurs sociaux, de multiples géométries internationales, bilatérales, trilatérales ou plus complexes... Ce nouveau monde, nous y sommes, aujourd'hui.

40. Jawaharlal Nehru : « A Tryst with Destiny », Discours à l'Assemblée constituante, 14 août 1947.

41. Ramachandra Guha, *op. cit.* 2010, p. 20.

Working Papers : la liste

- Hervé Le Bras, Jean-Luc Racine & Michel Wieviorka, *National Debates on Race Statistics: towards an International Comparison*, FMSH-WP-2012-01, février 2012.
- Manuel Castells, *Ni dieu ni maître : les réseaux*, FMSH-WP-2012-02, février 2012.
- François Jullien, *L'écart et l'entre. Ou comment penser l'altérité*, FMSH-WP-2012-03, février 2012.
- Itamar Rabinovich, *The Web of Relationship*, FMSH-WP-2012-04, février 2012.
- Bruno Maggi, *Interpréter l'agir : un défi théorique*, FMSH-WP-2012-05, février 2012.
- Pierre Salama, *Chine – Brésil : industrialisation et « désindustrialisation précoce »*, FMSH-WP-2012-06, mars 2012.
- Guilhem Fabre & Stéphane Grumbach, *The World upside down, China's R&D and innovation strategy*, FMSH-WP-2012-07, avril 2012.
- Joy Y. Zhang, *The De-nationalization and Re-nationalization of the Life Sciences in China: A Cosmopolitan Practicality?*, FMSH-WP-2012-08, avril 2012.
- John P. Sullivan, *From Drug Wars to Criminal Insurgency: Mexican Cartels, Criminal Enclaves and Criminal Insurgency in Mexico and Central America. Implications for Global Security*, FMSH-WP-2012-09, avril 2012.
- Marc Fleurbaey, *Economics is not what you think: A defense of the economic approach to taxation*, FMSH-WP-2012-10, mai 2012.
- Marc Fleurbaey, *The Facets of Exploitation*, FMSH-WP-2012-11, mai 2012.
- Jacques Sapir, *Pour l'Euro, l'heure du bilan a sonné : Quinze leçons et six conclusions*, FMSH-WP-2012-12, juin 2012.
- Rodolphe De Koninck & Jean-François Rousseau, *Pourquoi et jusqu'où la fuite en avant des agricultures sud-est asiatiques ?*, FMSH-WP-2012-13, juin 2012.
- Jacques Sapir, *Inflation monétaire ou inflation structurelle ? Un modèle hétérodoxe bi-sectoriel*, FMSH-WP-2012-14, juin 2012.
- Franson Manjali, *The 'Social' and the 'Cognitive' in Language. A Reading of Saussure, and Beyond*, FMSH-WP-2012-15, juillet 2012.
- Michel Wieviorka, *Du concept de sujet à celui de subjectivation/dé-subjectivation*, FMSH-WP-2012-16, juillet 2012.
- Nancy Fraser, *Feminism, Capitalism, and the Cunning of History: An Introduction*, FMSH-WP-2012-17, august 2012.
- Nancy Fraser, *Can society be commodities all the way down? Polanyian reflections on capitalist crisis*, FMSH-WP-2012-18, august 2012.
- Marc Fleurbaey & Stéphane Zuber, *Climate policies deserve a negative discount rate*, FMSH-WP-2012-19, september 2012.
- Roger Waldinger, *La politique au-delà des frontières : la sociologie politique de l'émigration*, FMSH-WP-2012-20, september 2012.
- Antonio De Lauri, *Inaccessible Normative Pluralism and Human Rights in Afghanistan*, FMSH-WP-2012-21, september 2012.
- Dominique Méda, *Redéfinir le progrès à la lumière de la crise écologique*, FMSH-WP-2012-22, octobre 2012.
- Ibrahima Thioub, *Stigmates et mémoires de l'esclavage en Afrique de l'Ouest : le sang et la couleur de peau comme lignes de fracture*, FMSH-WP-2012-23, octobre 2012.
- Danièle Joly, *Race, ethnicity and religion: social actors and policies*, FMSH-WP-2012-24, novembre 2012.
- Dominique Méda, *Redefining Progress in Light of the Ecological Crisis*, FMSH-WP-2012-25, décembre 2012.
- Ulrich Beck & Daniel Levy, *Cosmopolitanized Nations: Reimagining Collectivity in World Risk Society*, FMSH-WP-2013-26, february 2013.
- Xavier Richet, *L'internationalisation des firmes chinoises : croissance, motivations, stratégies*, FMSH-WP-2013-27, février 2013.
- Alain Naze, *Le féminisme critique de Pasolini, avec un commentaire de Stefania Tarantino*, FMSH-WP-2013-28, février 2013.
- Thalia Magioglou, *What is the role of "Culture" for conceptualization in Political Psychology? Presentation of a dialogical model of lay thinking in two cultural contexts*, FMSH-WP-2013-29, mars 2013.
- Byasdeb Dasgupta, *Some Aspects of External Dimensions of Indian Economy in the Age of Globalisation*, FMSH-WP-2013-30, april 2013.
- Ulrich Beck, *Risk, class, crisis, hazards and cosmopolitan solidarity/risk community – conceptual and methodological clarifications*, FMSH-WP-2013-31, april 2013.
- Immanuel Wallerstein, *Tout se transforme. Vraiment tout ?*, FMSH-WP-2013-32, mai 2013.
- Christian Walter, *Les origines du modèle de marche au hasard en finance*, FMSH-WP-2013-33, juin 2013.
- Byasdeb Dasgupta, *Financialization, Labour Market Flexibility, Global Crisis and New Imperialism – A Marxist Perspective*, FMSH-WP-2013-34, juin 2013.
- Kiyomitsu Yui, *Climate Change in Visual Communication: From 'This is*

- Not a Pipe' to 'This is Not Fukushima', FMSH-WP-2013-35, juin 2013.
- Gilles Lhuilier, *Minerais de guerre. Une nouvelle théorie de la mondialisation du droit*, FMSH-WP-2013-36, juillet 2013.
- David Tyfield, *The Coal Renaissance and Cosmopolitized Low-Carbon Societies*, FMSH-WP-2013-37, juillet 2013.
- Lotte Pelckmans, *Moving Memories of Slavery: how hierarchies travel among West African Migrants in Urban Contexts (Bamako, Paris)*, FMSH-WP-2013-38, juillet 2013.
- Amy Dahan, *Historic Overview of Climate Framing*, FMSH-WP-2013-39, août 2013.
- Rosa Rius Gatell & Stefania Tarantino, *Philosophie et genre: Réflexions et questions sur la production philosophique féminine en Europe du Sud au XX^e siècle (Espagne, Italie)*, FMSH-WP-2013-40, août 2013.
- Angela Axworthy *The ontological status of geometrical objects in the commentary on the Elements of Euclid of Jacques Peletier du Mans (1517-1582)*, FMSH-WP-2013-41, août 2013.
- Pierre Salama, *Les économies émergentes, le plongeon ?*, FMSH-WP-2013-42, août 2013.
- Alexis Nuselovici (Nouss), *Lexil comme expérience*, FMSH-WP-2013-43, septembre 2013.
- Alexis Nuselovici (Nouss), *Exilience : condition et conscience*, FMSH-WP-2013-44, septembre 2013.
- Alexis Nuselovici (Nouss), *Exil et post-exil*, FMSH-WP-2013-45, septembre 2013.
- Alexandra Galitzine-Loumpet, *Pour une typologie des objets de l'exil*, FMSH-WP-2013-46, septembre 2013.
- Hosham Dawod, *Les réactions irakiennes à la crise syrienne*, FMSH-WP-2013-47, septembre 2013.
- Gianluca Manzo, *Understanding the Marriage Effect: Changes in Criminal Offending Around the Time of Marriage*, FMSH-WP-2013-48, GeWoP-1, octobre 2013.
- Torkild Hovde Lyngstad & Torbjørn Skarðhamar, *Understanding the Marriage Effect: Changes in Criminal Offending Around the Time of Marriage*, FMSH-WP-2013-49, GeWoP-2, octobre 2013.
- Gunn Elisabeth Birkelund & Yannick Lemel, *Lifestyles and Social Stratification: An Explorative Study of France and Norway*, FMSH-WP-2013-50, GeWoP-3, octobre 2013.
- Franck Varenne, *Chains of Reference in Computer Simulations*, FMSH-WP-2013-51, GeWoP-4, octobre 2013.
- Olivier Galland & Yannick Lemel, avec la collaboration d'Alexandra Frenod, *Comment expliquer la perception des inégalités en France ?*, FMSH-WP-2013-52, GeWoP-5, octobre 2013.
- Guilhem Fabre, *The Lion's share : What's behind China's economic slowdown*, FMSH-WP-2013-53, octobre 2013.
- Venni V. Krishna, *Changing Social Relations between Science and Society: Contemporary Challenges*, FMSH-WP-2013-54, novembre 2013.
- Isabelle Huault & Hélène Rainelli-Weiss, *Is transparency a value on OTC markets? Using displacement to escape categorization*, FMSH-WP-2014-55, janvier 2014.
- Dominique Somda, *Une humble aura. Les grandes femmes au sud de Madagascar*, FMSH-WP-2014-56, janvier 2014.
- Débora González Martínez, *Sur la translatio de miracles de la Vierge au Moyen Âge. Quelques notes sur les Cantigas de Santa Maria*, FMSH-WP-2014-57, janvier 2014.
- Pradeep Kumar Misra, *The State of Teacher Education in France: A Critique*, FMSH-WP-2014-58, janvier 2014.
- Naeem Ahmed, *Pakistan's Counterterrorism strategy and its Implications for domestic, regional and international security*, FMSH-WP-2014-59, janvier 2014.
- Anatole Fogou, *Histoire, conscience historique et devenir de l'Afrique : revisiter l'historiographie diopienne*, FMSH-WP-2014-60, janvier 2014.
- Pierre Salama, *Les classes moyennes peuvent-elles dynamiser la croissance du PIB dans les économies émergentes?*, FMSH-WP-2014-61, février 2014.
- Marta Craveri & Anne-Marie Losonczy, *Growing up in the Gulag: later accounts of deportation to the USSR*, FMSH-WP-2014-62, february 2014.
- Philippe Steiner, *The Organizational Gift and Sociological Approaches to Exchange*, FMSH-WP-2014-63, GeWoP-6, february 2014.
- Françoise Bourdarias, Jean-Pierre Dozon & Frédéric Obringer, *La médecine chinoise au Mali. Les économies d'un patrimoine culturel*, FMSH-WP-2014-64, février 2014.
- Ilan Bizberg, *The welfare state and globalization in North America*, FMSH-WP-2014-65, may 2014.
- Philippe Steiner, *Cartographie des échanges*, FMSH-WP-2014-66, GeWoP-7, mai 2014.
- Olga Stepanova, *Le roman, la pièce de théâtre et le film : traits communs et particularités*, FMSH-WP-2014-67, mai 2014.
- Flavia Buzzetta, *Adaptations de thèmes magico-cabalistiques juifs médiévaux par le Quattrocento italien*, FMSH-WP-2014-68, mai 2014.
- Frédéric Landy, *Quelle sécurité alimentaire en Inde ? Dilemmes économiques, socio-politiques et environnementaux. Une mise en miroir francilienne*, FMSH-WP-2014-69, juin 2014.
- Hafidha Chekir, *Le combat pour les droits des femmes dans le monde arabe*, FMSH-WP-2014-70, juin 2014.
- Géraldine Thiry, Philippe Roman, *The Inclusive Wealth Index. A*

Sustainability Indicator, Really?, FMSH-WP-2014-71, juin 2014.

Michael Cronin, *Représenter l'exil: le sujet du non-exil*, FMSH-WP-2014-72, juin 2014.

Marc Goldschmit, *L'écriture de l'exil et l'hypothèse du Marrane (Kafka, Benjamin, Derrida et au-delà)*, FMSH-WP-2014-73, juin 2014.

Boris Chukhovich, *Le street art, un genre exilique ?*, FMSH-WP-2014-74, juin 2014.

Palanigounder Duraisamy, *Who Wins in the Indian Parliament Election? Criminals, Wealthy or Incumbents*, FMSH-WP-2014-75, august 2014.

Denis Kondakov, *Francophonie en Biélorussie aux XVIII^e et XIX^e siècles*, FMSH-WP-2014-76, août 2014.

Isabel Lustosa, *Le séjour de don Pedro 1^{er} à Paris et la presse française (1831/1832)*, FMSH-WP-2014-77, août 2014.

Lucas Chancel, Géraldine Thiry, Damien Demailly, *Les nouveaux indicateurs de prospérité : pour quoi faire ? Enseignements de six expériences nationales*, FMSH-WP-2014-78, septembre 2014.

Alex M. Nading, *Local Biologies and the Chemical Infrastructures of Global Health*, FMSH-WP-2014-79, september 2014.

Maria Conterno, *"Intercultural Transmission" and Oral Circulation of Historical Knowledge in the Seventh century Near East: some remarks on the so-called "circuit de Théophile d'Édesse"*, FMSH-WP-2014-80, september 2014.

Jean-Luc Racine, *Penser l'Inde émergente : de l'altérité orientaliste au post-postcolonialisme*, FMSH-WP-2014-81, septembre 2014.

Position Papers : la liste

Jean-François Sabouret, *Mars 2012 : Un an après Fukushima, le Japon entre catastrophes et résilience*, FMSH-PP-2012-01, mars 2012.

Ajay K. Mehra, *Public Security and the Indian State*, FMSH-PP-2012-02, mars 2012.

Timm Beichelt, *La nouvelle politique européenne de l'Allemagne : L'émergence de modèles de légitimité en concurrence ?*, FMSH-PP-2012-03, mars 2012.

Antonio Sérgio Alfredo Guimarães, *Race, colour, and skin colour in Brazil*, FMSH-PP-2012-04, July 2012.

Mitchell Cohen, *Verdi, Wagner, and Politics in Opera. Bicentennial Ruminations*, FMSH-PP-2012-05, may 2013.

Ingrid Brena, *Les soins médicaux portés aux patients âgés incapables de s'autogérer*, FMSH-PP-2013-06, avril 2013.

Thalia Magioglou, *Refaire l'Europe ou refaire le « monde » ? Un*

commentaire sur l'ouvrage : « Refaire l'Europe avec Jürgen Habermas », FMSH-PP-2013-07, septembre 2013.

Samadia Sadouni, *Cosmopolitisme et prédication islamique transfrontalière : le cas de Maulana Abdul Aleem Siddiqui*, FMSH-PP-2013-08, septembre 2013.

Alexis Nuselovici (Nouss), *Étudier l'exil*, FMSH-PP-2013-09, septembre 2013.

Retrouvez tous les working papers et les position papers sur notre site, sur hypotheses.org et sur les archives ouvertes halshs

<http://www.fmsch.fr/fr/ressources/working-papers>

<http://halshs.archives-ouvertes.fr/FMSH-WP>

<http://wpcfmsch.hypotheses.org>